



ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS

6° année / N° 275

du 24 au 30 juin 1988

POLITIQUE

L'URNG : La militarisation du Guatemala gagne du terrain
L'instabilité politique a conduit à la dévaluation
Destitution du ministre de l'Intérieur
Des changements dans la police
Le Congrès approuve la nouvelle loi d'amnistie
Un militaire nord-américain décoré
Echec de la réunion des ministres des relations extérieures

ECONOMIE

Dévaluation de la monnaie

INSURRECTION

Voz popular : 1148 pertes depuis le début de l'année

MOUVEMENT POPULAIRE

Attaque d'une centrale syndicale
L'UASP adopte des mesures de fait
Des menaces contre un syndicaliste du Peten
Les travailleurs de la Culture portent plainte
Manifestation en faveur des retraités
Solidarité internationale

EGLISE

Les droits de l'homme ne sont pas respectés

DROITS DE L'HOMME

ONU : DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU GUATEMALA



L^oP 42315

POLITIQUE

L'URNG : LA MILITARISATION DU GUATEMALA GAGNE DU TERRAIN

Dans un texte rendu public le 23 juin, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque analyse la tentative de coup d'Etat du 11 mai comme une volonté des militaires d'arracher des concessions au gouvernement et d'obtenir d'avantage de pouvoir. Cette attitude traduit un durcissement politique et une dérive vers la militarisation de la société plus que vers le populisme.

En ce sens, la tentative de coup d'Etat n'a pas été un échec complet, dans la mesure où une partie des propositions militaires a été adoptée ; peu des participants au coup d'Etat envisageaient de destituer le président Vinicio Cerezo. Néanmoins, il serait faux de penser que les espaces politiques créés grâce aux efforts du peuple guatémaltèque vont se refermer automatiquement.

De son côté, la station de radio "Voz popular", organe de l'URNG, a estimé le 24 juin que le président Cerezo et le ministre de la Défense, le général Hector Gramajo, avaient perdu le contrôle de la situation politique à la suite de la tentative de coup d'Etat, génératrice d'une situation d'anarchisme et de rivalité au sein des forces armées.

Selon "Voz popular", l'interruption du dialogue gouvernement-guérilla, le réarmement de l'armée, l'affaiblissement du gouvernement, les menaces sur la classe moyenne, le rétrécissement des libertés politiques et les mesures terroristes contre la presse constituent les premiers effets du coup d'Etat.

L'INSTABILITE POLITIQUE A CONDUIT A LA DEVALUATION

La dévaluation de 8% de la monnaie nationale et l'augmentation des taux d'intérêt bancaires sont la conséquence de la fuite des capitaux provoquée par l'instabilité politique des dernières semaines, a déclaré le 25 juin le président Cerezo.

Présentant à la nation le contenu des décisions économiques de son gouvernement, Cerezo a assuré que les taux de change et d'intérêt adoptés sont les plus adéquats ; ils permettront à la Banque du Guatemala de récupérer les devises illégalement sorties du pays.

Quant à l'Union nationale des éleveurs et des agriculteurs (UNAGOR), elle estime que la décision gouvernementale a été le résultat de pressions du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Communauté économique européenne (CEE).

Les députés Juan Carlos Simmons et Jorge Skinner Klee considèrent que la décision du président Cerezo a été négociée avec l'Agence internationale pour le développement (AID) nord-américaine, en échange d'une subvention de 75 millions de dollars, destinée à la stabilisation des changes.

DESTITUTION DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le président Cerezo a fait savoir le 23 juin que le ministre de l'Intérieur, Juan José Rodil, avait renoncé à ses fonctions "pour des raisons particulières". Il est remplacé par Roberto Valle Valdizan, député démocrate-chrétien.

Peu auparavant, Rodil, lors d'une cérémonie officielle à la Police des douanes avait déclaré ne pas être au courant de son éventuelle démission, encore moins de sa nomination au poste d'ambassadeur des Etats-Unis.

Rodil, dressant le bilan de son action au ministère de l'Intérieur, s'est félicité de l'obtention d'une aide technique et financière de 30 millions de dollars, dont 90% sous forme de donations.

Valle Valdizan a participé aux conversations de Madrid, en octobre dernier, entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque.

DES CHANGEMENTS DANS LA POLICE

Le 23 juin, le ministre de l'Intérieur Juan José Rodil a annoncé une série de changements à la tête de la police nationale et de la police des douanes.

Ces mesures font partie d'un plan d'assainissement des forces de sécurité guatémaltèques, compromises dans de nombreux assassinats.

Le colonel Anibal Mendez a été nommé directeur de la police nationale. Il a été commandant des bases militaires sous le gouvernement du général Laugerud (1974-78) et directeur général des Télécommunications (GUATEL) sous le gouvernement Rios Montt (1982-83).

Le capitaine Romeo Guevara est nommé sous-directeur. Il a été commandant de la base navale de l'Atlantique.

Le major Byron Barrientos, qui vient de la police militaire mobile, est nommé sous-directeur de la police des douanes.

LE CONGRES APPROUVE LA NOUVELLE LOI D'AMNISTIE

Le congrès de la république a approuvé le 22 juin une nouvelle loi d'amnistie sur les délits politiques et de droit commun en découlant. Cette loi se substitue au texte en vigueur depuis les accords d'Esquipulas.

Les milieux journalistiques et politiques font remarquer que les premiers bénéficiaires de la nouvelle loi seront les militaires et civils impliqués dans la tentative de coup d'Etat du 11 mai.

UN MILITAIRE NORD-AMERICAIN DECORE

Le 26 juin, l'attaché militaire adjoint de l'ambassade des Etats-Unis du Guatemala, le major Roy Patrick St Clair Jr a reçu la "Croix du mérite militaire de troisième classe" de l'armée du Guatemala.

Le chef de l'état-major de la Défense nationale, le général Manuel Antonio Callejas, qui remettait la décoration, a exalté l'intense collaboration de St Clair avec les forces armées guatémaltèques.

ECHEC DE LA REUNION DES MINISTRES DES RELATIONS EXTERIEURES

Les 21 et 22 juin se tenait la réunion des ministres des Relations extérieures d'Amérique centrale qui font partie du Comité exécutif des accords de paix d'Esquipulas II. Une controverse a opposé les ministres du Honduras et du Nicaragua à propos de la plainte déposée par le Nicaragua devant la Cour internationale de justice de la Haye. Ce pays reproche au gouvernement hondurien d'appuyer la contre-révolution nicaraguayenne.

ECONOMIE

DEVALUATION DE LA MONNAIE

Le 23 juin, le taux de change du quetzal est passé à 2,70 pour un dollar. Les taux d'intérêt bancaires sont passés de 14 à 16% par an. Immédiatement après l'annonce de ces mesures, le dollar est passé au marché noir à 3,10 quetzal ; le ministre de l'Economie, Lizardo Sosa, a annoncé que le taux d'inflation serait de 7% (+3%) en raison de la dévaluation.

INSURRECTION

VOZ POPULAR : 1148 PERTES DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE

La station de radio Voz popular, organe officiel de l'Unité révolutionnaire guatémaltèque, a fait savoir le 24 juin que ses unités ont réalisé 495 opérations politico-militaires de propagande et 287 actions militaires qui ont provoqué 1148 pertes dans les rangs de l'armée. Cinq hélicoptères, cinq camions et un tank ont été endommagés ; 47 armes ont été confisquées.

MOUVEMENT POPULAIRE

ATTAQUE D'UNE CENTRALE SYNDICALE

Le siège de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) a été attaqué le 19 juin par 40 hommes armés, conduits par les propriétaires de l'entreprise El Ebano.

José Pinzon, secrétaire général de la CGTG, accuse les éléments de la police privée de El Ebano d'avoir molesté les travailleurs présents et de les avoir obligés à signer une démission de leurs fonctions syndicales.

La CGTG demande à la Commission nationale de réconciliation de presser la mise en place d'un dialogue national afin d'éviter l'utilisation de "méthodes fascistes" sous un gouvernement civil.

L'UASP ADOPTE DES MESURES DE FAIT

Le 25 juin, l'Unité de l'action syndicale et populaire (UASP) a annoncé l'adoption de mesures "énergiques" pour protester contre la décision gouvernementale de libérer les prix des articles de consommation de base et de dévaluer le quetzal.

Ramiro Menchu, dirigeant de l'Union syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) -membre de la UASP- a annoncé une grève générale. Pour Juan Francisco Alfaro, secrétaire général de la Confédération de l'unité syndicale du Guatemala (CUGS), le ministère de l'Economie agit de façon irresponsable et ne mesure pas les conséquences sociales de ses décisions.

DES MENACES CONTRE UN SYNDICALISTE DU PETEN

Victor Perez, vice-président du Front des travailleurs du Peten (FTP) et membre du Syndicat des travailleurs de l'Institut national d'électricité (STINDE) a été l'objet de pressions et de menacé de mort. On l'a obligé à se retirer de ces 2 organisations.

Carlos Molina Ochaeta, président du FTP, a dénoncé ce procédé le 25 juin. Il a récemment participé en compagnie de Perez aux réunions de la UASP dans la capitale. Le thème de ces réunions était l'augmentation du prix du sucre.

Un groupe d'individus non identifiés, "que l'on suppose être des militaires" s'est présenté dans la nuit du 24 juin au domicile du syndicaliste Perez en lui donnant un délai de 24 heures pour abandonner ses fonctions militaires et quitter le département.

Molina Ochaeta a par ailleurs critiqué les décisions du gouvernement concernant la dévaluation de la monnaie et la libération des prix des produits de base. Il prévoit la rupture du dialogue avec les organisations populaires si le gouvernement persiste dans son attitude ; le FTP paralysera les activités productives dans le Peten.

LES TRAVAILLEURS DE LA CULTURE PORTENT PLAINTE

Le Syndicat des travailleurs du ministère de la Culture et des sports a porté plainte contre la ministre en titre pour avoir menacé de mort les employés du ministère.

Selon le syndicat, Ana Isabel Prera de Lobo s'oppose aux activités syndicales et fait menacer les militants par ses gardes du corps.

Le juge Labbe, qui n'avait pas réussi il y a quelques mois à localiser des centaines de détenus portés disparus, s'est refusé à recevoir les employés du ministère après avoir conversé pendant deux heures avec la ministre.

MANIFESTATION EN FAVEUR DES RETRAITES

Le 21 juin, des employés des Télécommunications, de l'Enseignement et de la Santé et des Finances ont manifesté devant le palais et la chambre des députés.

Ils apportaient ainsi leur soutien aux retraités, qui demandent l'adoption d'une loi modifiant leur statut et l'augmentation de leurs revenus. Les manifestants n'ont pas été reçus par les autorités.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le Syndicat national des fonctionnaires des provinces du Canada (NUPGE), qui compte 255 mille membres, a fait connaître le 21 juin sa préoccupation au sujet de la situation des syndicalistes guatémaltèques : les détentions et disparitions sous l'actuel gouvernement ; les exécutions en masse des années précédentes sous les régimes militaires, notamment à la Centrale nationale des travailleurs et au centre de conférence d'Emaus, au cours desquels 44 dirigeants ont disparu. Selon le NUPGE, la liberté syndicale et le droit du travail ne sont pas respectés aujourd'hui au Guatemala ; les travailleurs subissent des pressions et les patrons font fi de leurs droits.

Les travailleurs canadiens demandent au président Vinicio Cerezo le respect du droit d'organisation syndicale, en particulier dans les entreprises Lunafil, les accumulateurs Victor, Petrosteel, ainsi que celui du Syndicat central des travailleurs municipaux et du Comité national des non-voyants et des sourds-muets.

EGLISE

LES DROITS DE L'HOMME NE SONT PAS RESPECTES

La violation des droits de l'homme au Guatemala s'opère de diverses manières et à plusieurs niveaux, a déclaré le 26 juin l'archevêque de la capitale, Prospero Penados del Barrio.

Outre les exactions commises par les forces de l'ordre du gouvernement, il y a violation quand quelqu'un, à la faveur de sa position sociale, "exploite un plus faible". Un entrepreneur veut toujours tirer un profit personnel de ses relations de production, et, pour cette raison "menace de licencier les travailleurs qui n'acceptent pas le salaire imposé".

Penados del Barrio a également révélé que le président Cerezo lui avait rappelé que le rôle de médiateur entre le gouvernement et l'insurrection revenait à la Commission nationale de réconciliation ; "autant dire qu'il m'a écarté".

DROITS DE L'HOMME

ONU: LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU GUATEMALA

D'après Hector Gross Espiell, chargé des droits de l'homme de l'organisation des nations unies, la situation des droits de l'homme au Guatemala est "grave". "Il est évident, a-t-il déclaré à la presse le 23 juin, que le problème des disparitions forcées n'a pas été résolu". Il existe de nombreuses dénonciations à propos de tortures et d'interrogatoires illégaux.

D'autre part, le professeur Silvia Maribel Blanco a été tuée d'une balle tirée par un soldat le 20 juin dans la municipalité San Juan Cotzal, El Quiché. Elias Villatoro et Salvador Castro ont été blessés.